

La parité : le partage du pouvoir, du politique à l'économique

État des lieux du partage des responsabilités politiques, professionnelles et sociales

Au niveau politique, les collectivités territoriales font vivre la parité, mais le caractère masculin du pouvoir persiste, notamment au niveau des têtes d'exécutif et des parlementaires, là où la loi n'est pas, ou est partiellement, contraignante.

Part des hommes dans les assemblées politiques locales et nationales et au sein des exécutifs avant et après les lois dites de parité

	Avant 1999 et les lois dites de parité	Dernières élections
Sans contrainte légale :		
Présidents de conseils régionaux	88,5 %	90,9 %
Présidents de conseils généraux / départementaux	99,0 %	90,1 %
Présidents d'intercommunalités (E.P.C.I.)	94,8 %	92,3 %*
Vice-présidents d'intercommunalités (E.P.C.I.)	-	80,1 %*
Maires (toutes communes confondues)	92,5 %	84,0 %
Conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 (1995) puis de moins de 1000 (2014) habitant-e-s	79,0 %	65,1 %
Avec contrainte légale partielle ou incitative :		
Sénateurs	94,7%	75,0%
Députés	89,1%	73,1%
Conseillers généraux / départementaux	90,8%	50,0 %
Avec contrainte légale stricte :		
Députés français au Parlement européen	59,8%	56,8 %
Conseillers régionaux	72,5%	52,0 %
Vice-présidents régionaux	84,9%	54,5 %
Adjointes au maire dans les communes de 3 500 habitant-e-s et plus (1995) puis 1000 habitant-e-s et plus (2014)	78,2%	52,5 %
Conseillers municipaux dans les communes de plus de 3 500 habitant-e-s (1995) puis 1000 habitant-e-s et plus (2014)	78,3%	51,8 %

Sources : Ministère de l'Intérieur - Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes - avril 2015
*Données incomplètes, seuls 80% des intercommunalités ont été renseignées auprès du Ministère de l'Intérieur.

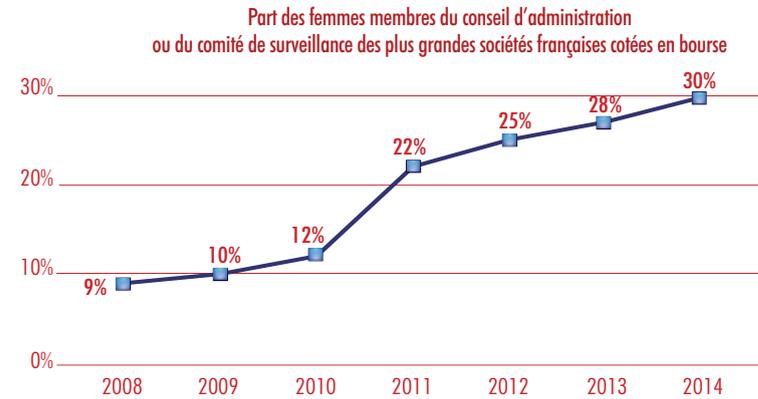
Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, la loi peut favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux **responsabilités politiques, mais aussi professionnelles et sociales.**

Les primo-nominations pour les postes à responsabilités dans **la fonction publique** : objectif légal de 20% de femmes pour 2013, 40% pour 2017.

	2012			2013			2014		
	Total	F	% F	Total	F	% F	Total	F	% F
Cadres dirigeant-e-s	144	34	24%	132	38	29%	120	35	29%
Emplois de direction	121	37	31%	267	91	34%	183	61	33%
Total	265	71	27%	399	129	32%	303	96	32%

Source : Enquête sur les emplois de direction auprès des ministères, DGAFP et SGG (2012-2013), ministère de l'Intérieur (2014)

La présence des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises : objectif légal de 40% en 2017.

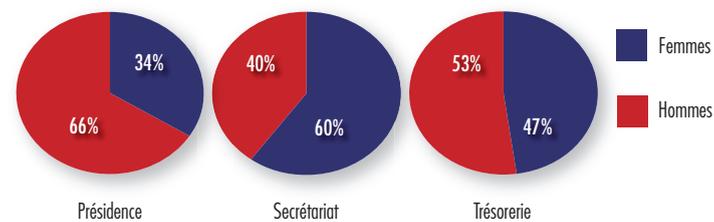


Source : Ethics & Board - Post AG 2008 - 2013, 1^{er} juin 2014

À noter que les instances internes de décision des organismes citoyens (associations, organisations patronales et syndicales, partis politiques, etc.) ne sont pas encore toutes concernées par les lois dites de parité.

Dans la vie associative : Seules les fédérations sportives sont dans le champ d'application de la loi du 4 août 2014. Ainsi alors même que les femmes sont très investies, les présidents d'associations sont majoritairement des hommes.

Répartition femmes-hommes dans la direction des associations



Source : enquête CNRS-Centre d'économie de la Sorbonne « Le paysage associatif français », 2011-2012

Retrouver la version longue et actualisée du Guide de la Parité, sur le site internet du HCEfh : www.haut-conseil-egalite.gouv.fr

Twitter : @HCEfh

Lettre d'information sur le site : www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/autres-rubriques/article/lettre-d-information

E-mail : haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr

Guide de la parité

Des lois pour le partage à égalité des responsabilités politiques, professionnelles et sociales

Version au 16 avril 2015

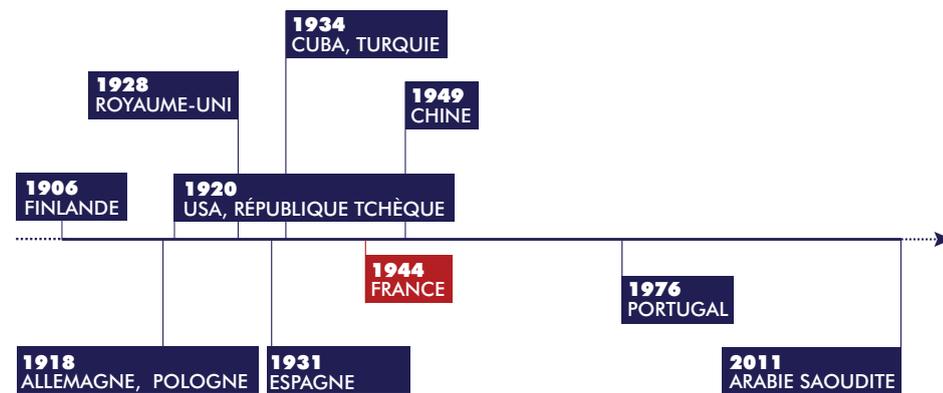
Un horizon démocratique à atteindre, dans les sphères politiques, professionnelles et sociales

La démocratie paritaire : de l'international au national, du politique à l'économique

Le terme de **parité** est utilisé pour désigner à la fois la revendication internationale et européenne de **partage à égalité du pouvoir**, et ses déclinaisons nationales imposant ou favorisant une égale répartition femme-homme des candidatures ou des sièges dans l'ensemble des assemblées décisionnelles, qu'elles soient **politiques, économiques ou sociales**.

La France, qui n'accorda le droit de vote aux femmes que par l'ordonnance du 21 avril 1944 et qui compte encore 73 % de députés masculins en 2013, a toutefois été le premier pays à adopter en 2000 une loi fondée sur l'application du principe paritaire pour les élections. En 2008, la parité dépasse la simple sphère politique pour être appliquée aux domaines professionnel et social, où les enjeux de pouvoir sont également importants.

Dates d'obtention du droit de vote et d'éligibilité : le retard français



La France : 48^e rang mondial sur 189 pays par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans la Chambre unique ou Chambre basse (Assemblée nationale en France).

1	Rwanda	63,8%
5	Suède	43,6%
11	Espagne	39,7%
21	Allemagne	36,5%
41	Afghanistan	27,7%
48	France	26,2%
64	Royaume-Uni	22,6%
70	Grèce	21,0%

Source : Union interparlementaire au 1^{er} octobre 2014

Des lois clefs de la parité

Révision constitutionnelle du 8 juillet 1999 : Modification des articles 3 et 4 de la Constitution. Il est ajouté à l'article 3 que la loi « favorise l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives », et précisé dans l'article 4 que « les partis et groupements politiques contribuent à la mise en œuvre de ce principe ».

Loi du 6 juin 2000 : Obligation de présenter un nombre égal de femmes et d'hommes lors des scrutins de liste, et instauration d'un système de retenue financière pour les partis politiques qui ne respectent pas la parité (2% d'écart maximum entre les deux sexes) des investitures lors des élections législatives.

Loi du 31 janvier 2007 :

- ▶ Instauration d'une alternance stricte femme-homme dans la composition des listes électorales municipales (de 3 500 habitants et plus) et introduction d'une obligation de parité dans les exécutifs régionaux et municipaux (de 3 500 habitants et plus).
- ▶ Augmentation de la retenue financière encourue par les partis politiques qui ne respectent pas la parité des investitures lors des élections législatives (à partir de 2012)

Révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 : Modification de l'article 1^{er} de la Constitution qui dispose désormais que « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales ».

Loi du 27 janvier 2011 (dite loi Copé-Zimmermann) : Instauration d'un objectif minimal à atteindre en 2017 de 40% d'un des deux sexes au sein **des conseils d'administration et de surveillance des entreprises** cotées et de celles de plus de 500 salarié-e-s et présentant un chiffre d'affaires d'au moins 50 millions d'euros.

Loi du 12 mars 2012 (dite loi Sauvadet) : Mise en place d'ici 2018¹, dans la **fonction publique** :

- ▶ d'un seuil de 40% de primo-nominations de femmes aux emplois d'encadrement supérieur et dirigeant de la fonction publique ; une première étape de 20% est appliquée à partir de 2013 ;
- ▶ d'un seuil de 40% de représentation dans tous les conseils d'administration, les conseils de surveillance ou les organes équivalents des établissements publics administratifs, les jurys de recrutement, les comités de sélection et les instances de dialogue social.

Loi du 22 juillet 2013 (dite loi Fioraso) : Extension de la parité dans les listes de candidatures ou pour les nominations aux **instances décisionnaires de l'enseignement supérieur et de la recherche**.

Loi du 17 mai 2013 :

- ▶ Instauration du scrutin binominal – une femme et un homme – pour les **élections départementales** ;
- ▶ Modification du scrutin pour les **élections municipales et intercommunales** visant à favoriser la parité : l'alternance stricte femme-homme est désormais appliquée aux communes de 1 000 habitant-e-s et plus, et la liste des candidat-e-s au conseil communautaire devra également respecter cette alternance.

Loi du 4 août 2014 (dite loi Vallaud-Belkacem) :

- ▶ Doublement des pénalités à l'encontre des partis politiques ne respectant pas la parité aux élections législatives.
- ▶ Extension progressive ou accélération de la mise en œuvre d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans un certain nombre d'établissements publics, entreprises privées ou fédérations sportives :
 - dans les conseils d'administration et de surveillance des établissements publics de l'État et entreprises publiques ;
 - dans les chambres consulaires, les CESER, les ordres professionnels, les instances consultatives, etc. ;
 - dans les conseils d'administration des entreprises de 250 salarié-e-s en plus ;
 - dans les fédérations sportives ;
 - dans les établissements publics de coopération culturelle.

¹ - Le Premier ministre a demandé, dans la circulaire du 23 août 2012, en ce qui concerne les primo-nominations aux emplois dirigeants et supérieurs de l'État, que l'objectif minimal de 40% soit atteint dès 2017, par la loi du 4 août 2014.

Enjeux et perspectives

Plus de dix ans après les premières lois dites de parité, des enjeux majeurs se posent encore aujourd'hui :

- Favoriser et faire appliquer la parité dans les lieux de décisions où elle n'est pas encore établie** (professionnels, économiques et sociaux).
- Atteindre un réel partage du pouvoir en articulant « parité quantitative » et « parité qualitative »**. Au-delà du partage à 50/50 du pouvoir de représentation entre les femmes et les hommes, il convient d'analyser la répartition des rôles et des fonctions entre les femmes et les hommes : qui est président-e ou secrétaire dans le bureau d'une association ? Qui est en charge de la délégation famille ou finances au sein d'un conseil municipal ? etc.

Dans le cadre de la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014, le Haut Conseil à l'Égalité a formulé des recommandations, dont les décideurs politiques devront se saisir pour une concrétisation rapide de l'exigence paritaire.

Modalités d'application des dispositions paritaires par élection et mode de scrutin à compter de 2014

	Élections	Candidatures	Exécutifs
Scrutin de liste	Municipales (moins de 1 000 habitant-e-s) + intercommunales (conseillers communautaires des communes de moins de 1 000 habitant-e-s)	Pas de contrainte légale	Pas de contrainte légale
	Municipales (1 000 habitant-e-s et plus) + intercommunales (conseillers communautaires des communes de 1 000 habitant-e-s et plus)	Alternance stricte femme-homme*	Maire : Pas de contrainte légale Adjoint-e-s : Nombre égal de femmes et d'hommes Présidence et vice-présidences (EPCI) : Pas de contrainte légale
	Régionales	Alternance stricte femme-homme*	Présidence : Pas de contrainte légale Commission permanente : Alternance stricte femme-homme* Vice-présidences : Nombre égal de femmes et d'hommes
	Européennes	Alternance stricte femme-homme*	-
	Sénatoriales pour les "départements élisant 3 sénateurs ou plus" (73% des sénateurs-trices)	Alternance stricte femme-homme*	-
Scrutin uninominal	Sénatoriales pour les départements élisant un ou deux sénateurs-trices (27%)	Pas de contrainte légale	-
	Législatives	Retenues financières de l'aide publique accordée aux partis politiques en cas de candidatures non-paritaires (non comprises entre 48 et 52%)	-
Scrutin binominal	Cantonales/Départementales	Binôme femme-homme par canton	Présidence : Pas de contrainte légale Commission permanente : Alternance stricte femme-homme* Vice-présidences : Nombre égal de femmes et d'hommes

Source : Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes – 2014

* Instauration d'une alternance stricte femme-homme (lois du 11 avril 2003 et du 31 janvier 2007)